



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1231
29 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 28 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DE
LA YUGOSLAVIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre datée du 28 décembre 1998 que vous adresse M. Zivadin Jovanovic, Ministre fédéral des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie (voir annexe I) ainsi que le texte d'un aide-mémoire daté du même jour sur la situation politique au Kosovo et dans la Metohija, province autonome faisant partie de la République de Serbie, élément constitutif de la République fédérale de Yougoslavie (voir annexe II).

Comme le demande le Ministre des affaires étrangères Jovanovic, je vous serais obligé de faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Vladislav JOVANOVIĆ

Annexe I

LETTRE DATÉE DU 28 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL PAR LE MINISTRE FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE YOUGOSLAVIE

Étant donné les obligations qui vous incombent en vertu de la résolution 1203 (1998) du Conseil de sécurité du 24 octobre 1998, j'ai l'honneur de vous faire savoir ce qui suit :

Les Gouvernements de la République de Serbie et de la République fédérale de Yougoslavie sont résolument attachés à un règlement politique pacifique dans la province autonome du Kosovo et de la Metohija, qui garantisse l'égalité de tous les citoyens et celle des communautés nationales et ethniques, conformément aux normes internationales et au principe du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Serbie et de la République fédérale de Yougoslavie. À ce sujet, un dialogue a été entamé au niveau politique, sans conditions préalables, auquel participent les représentants de toutes les communautés nationales et ethniques, et notamment les deux partis politiques des membres de la minorité nationale albanaise. Les participants à ce dialogue représentent plus de 600 000 citoyens, soit 250 000 Serbes et Monténégrins, 150 000 Musulmans, 150 000 Romanis, plus de 50 000 Turcs, Croates et autres.

Les représentants de certains partis politiques de la minorité nationale albanaise n'ont pas accepté la reprise de ce dialogue. Alors même qu'ils refusent celui-ci, les terroristes, sur le terrain, abusent de la situation nouvellement créée, intensifient leur activité criminelle, organisent des enlèvements, tuent des civils innocents et des représentants des autorités de l'État, et créent des tensions et une anxiété chez les habitants, ce que les autorités de l'État ne peuvent tolérer.

Soucieux de contribuer à la représentation d'une image plus objective de la situation générale au Kosovo et dans la Metohija, nous vous prions de trouver ci-joint un aide-mémoire (voir annexe II) exposant les faits marquants, en vous priant de diffuser cette lettre et les documents joints comme documents officiels du Conseil de sécurité.

(Signé) Zivadin JOVANOVIĆ

Annexe II

AIDE-MÉMOIRE DATÉ DU 28 DÉCEMBRE 1998 SUR LA SITUATION
POLITIQUE AU KOSOVO ET DANS LA METOHIJA, PROVINCE
AUTONOME DE LA RÉPUBLIQUE DE SERBIE

Au paragraphe 8 de sa résolution 1160 (1998) du 31 mars 1998, le Conseil de sécurité a décidé que "tous les États interdiront la vente ou la fourniture à la République fédérale de Yougoslavie, y compris le Kosovo, par leurs nationaux ou depuis leur territoire ou au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs immatriculés par eux, d'armements et de matériel connexe de tous types, y compris d'armes et de munitions, de véhicules et d'équipements militaires et de pièces détachées y afférentes, et s'opposeront à l'armement et à l'instruction d'éléments appelés à y mener des activités terroristes".

Au paragraphe 11 de la résolution 1199 (1998) du 23 septembre 1998, le Conseil "prie les États de prendre toutes les mesures conformes à leur droit interne et aux dispositions pertinentes du droit international, pour empêcher que des fonds recueillis sur leur territoire ne servent à des fins contraires à la résolution 1160 (1998)".

Au neuvième alinéa de sa résolution 1203 (1998) du 24 octobre 1998, le Conseil de sécurité a condamné notamment "tout appui apporté de l'extérieur" aux activités terroristes au Kosovo et en Metohija "y compris la fourniture d'armes et d'entraînement pour des activités terroristes au Kosovo" et s'est déclaré préoccupé par des informations faisant état de la poursuite des violations des interdictions imposées par la résolution 1160 (1998). Dans la même résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général, "agissant en consultation avec les parties concernées, de faire rapport régulièrement au Conseil de sécurité sur l'application de la résolution".

La République fédérale de Yougoslavie souhaite appeler l'attention sur certains faits significatifs qui attestent la violation de ses dispositions des résolutions du Conseil de sécurité et espère que ces faits seront dûment pris en considération.

I. TERRORISME

Entre le 1er janvier et le 28 décembre 1998, dans le territoire du Kosovo et de la Metohija^a, on a dénombré plus de 1 854 attaques terroristes, qui ont entraîné la mort de 284 personnes et fait 556 blessés; 1 106 attaques terroristes visaient les équipements de la police ou les policiers eux-mêmes dont 115 ont été tués et 399 blessés. Quatorze policiers ont été enlevés, dont trois ont été tués, trois ont été libérés tandis que le sort de huit policiers demeure inconnu; 748 attaques terroristes ont été perpétrées contre des civils : elles ont fait 169 morts (46 Serbes et Monténégrins, 76 Albanais, 3 Romanis, 2 Musulmans et 42 personnes jusqu'à présent non identifiées), tandis que 157 civils étaient blessés.

^a Province autonome de la République de Serbie, désignée jusqu'à présent sous le nom de Kosmet.

Entre le 1er janvier et le 26 décembre 1998, les terroristes albanais ont enlevé 290 habitants du Kosovo (171 Serbes et Monténégrins, 100 Albanais, 14 Romanis et 5 personnes d'autre appartenance ethnique), dont 31 personnes ont été tuées, 108 libérées, 9 se sont échappées tandis que le sort de 142 personnes reste inconnu.

L'existence de charniers dans lesquels sont recueillis les corps de civils exécutés (Glodjane Klečka, Volujak, etc.) atteste l'ampleur sans précédent des atrocités commises par les terroristes.

Depuis le 13 octobre 1998, après la signature de l'accord intervenu entre le Président de la République fédérale de Yougoslavie, M. Slobodan Milošević, et l'Envoyé spécial des États-Unis, M. Richard Holbrooke, jusqu'au 26 décembre 1998, 470 attaques terroristes ont été perpétrées :

A. Contre la police

Trois cent trente attaques ont été dirigées contre des équipements et des membres du personnel du Ministère de l'intérieur de la République de Serbie, dont 12 policiers ont été tués et 38 ont été blessés. C'est le 23 octobre 1998 que l'on relève le plus grand nombre d'attaques terroristes (19) contre des policiers ou des équipements de police.

Exemples typiques :

Les terroristes albanais ont enlevé deux policiers le 6 novembre 1998 près du village de Dubrava, dans la municipalité d'Orahovac et les ont tués le 9 novembre.

Le 20 novembre 1998, les terroristes ont attaqué la police en utilisant des lance-roquettes portatifs dans le village de Prilep de la municipalité de Dečani, tuant trois policiers et en blessant grièvement trois autres.

Le 4 décembre 1998, une attaque terroriste dirigée contre l'hôpital général de Peć a fait deux blessés parmi les policiers.

À la centrale électrique de Glogovac, le 11 décembre 1998, trois personnes de souche albanaise ont été tuées lors une attaque terroriste.

Le 21 décembre 1998, à Podujevo, un fonctionnaire du Ministère de l'intérieur de la République de Serbie a été tué, et une femme employée par la municipalité de Podujevo a été gravement blessée.

Le 22 décembre 1998 à Priština, un policier a été gravement blessé lors d'une attaque terroriste.

B. Contre les civils

Durant la même période, on a dénombré 140 attaques terroristes dirigées contre des civils, au cours desquelles 20 personnes ont été tuées (9 Serbes, 10 Albanais, 1 Musulman) tandis que 30 civils étaient blessés.

Le crime le plus grave a eu lieu le 14 décembre 1998 au café "Panda" à Peć, quand six jeunes hommes de nationalité serbe ou monténégrine, âgés de 15 à 21 ans ont été tués. Trois personnes ont été blessées, dont le propriétaire du café, un Musulman.

Durant cette période, les terroristes albanais ont attaqué à plusieurs reprises des travailleurs de la mine "Belačevac", dans la municipalité de Kosovo Polje, tuant un mineur et blessant trois ouvriers.

Le 18 novembre 1998, à Peć, des terroristes ont attaqué un civil albanais, le docteur Zejnulahu Nurudin, et ses quatre enfants. M. Zejnulahu a été tué et sa fille en bas âge blessée.

Dans la municipalité de Klina, le 3 décembre 1998, des terroristes ont tué un civil, Nedžmedin Bedar (Albanais).

Lors d'une attaque terroriste perpétrée à Kosovska Mitrovica, le 22 décembre 1998, dans le café "Melisa", Nasef Haziri a été tué et Ljulzim Ademi, membre de la sécurité locale, a été blessé.

L'exemple le plus odieux de la brutalité de la prétendue ALK terroriste s'est produit, tout récemment encore, le 26 décembre 1998, dans le village d'Obrandža, près de Podujevo : Milovan Radojević, un Serbe de 73 ans appartenant à la dernière famille serbe demeurant encore dans le village, a été tué sur le pas de sa porte.

C. Attaques contre l'armée yougoslave

Durant cette période, 12 attaques terroristes ont été dirigées depuis l'Albanie contre des troupes de l'armée yougoslave. En outre, les terroristes albanais, à 12 reprises, ont attaqué les membres de l'armée yougoslave loin à l'intérieur du territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Durant ces attaques, deux soldats ont été tués et huit autres ont été blessés.

D. Enlèvements

Depuis la signature de l'Accord entre le Président de la République fédérale de Yougoslavie, M. Slobodan Milosević, et l'Envoyé spécial des États-Unis d'Amérique, M. Richard Holbrooke, le 12 octobre 1998, jusqu'au 26 décembre 1998, des terroristes albanais ont enlevé 34 civils (7 Serbes, 20 Albanais, 7 d'autres souches) et 3 policiers. On est encore sans nouvelles de 20 de ces personnes, tandis que 13 autres ont été libérées et une a été tuée. Sur les trois policiers enlevés, deux ont été tués, le troisième a été libéré.

L'exemple le plus frappant est l'enlèvement et le meurtre du maire adjoint de Kosovo Polje, Zvonko Bojanić. Il a été enlevé et tué le 18 décembre et son corps a été trouvé sur la route Priština-Peć.

Par la brutalité ou ses actions terroristes, la prétendue ALK, en particulier dans les grands centres urbains, cherche à mobiliser l'opinion publique et à créer un climat de peur et d'insécurité dans la population; pour le printemps prochain elle annonce une activité terroriste encore plus intense.

/...

Les terroristes tirent parti de la réduction des effectifs des forces de sécurité et de la présence de la Mission de vérification au Kosovo pour s'emparer d'anciens postes de contrôle de police, pour enlever et liquider des Albanais loyaux ou des Serbes politiquement actifs, et pour maltraiter les personnes âgées, les femmes et les enfants.

Le Secrétaire général de l'ONU, dans son dernier rapport, en date du 4 décembre 1998, a marqué sa préoccupation et a condamné les terroristes albanais qui se sont emparés de positions dont les forces de police s'étaient retirées.

Les mesures prises par les autorités contre les terroristes constituent une réaction légitime aux attaques et aux provocations de plus en plus fréquentes et de plus en plus audacieuses et restent rigoureusement dans les limites de la loi et des attributions des autorités locales; ces mesures sont également la conséquence de la nécessité de protéger tous les citoyens, leurs biens, l'ordre public, la liberté d'aller et venir, la circulation et les services publics.

Les buts des attaques terroristes contre des civils consistent à intimider et à expulser la population non albanaise, pour transformer le Kosmet en une région ethniquement pure et à exercer des représailles contre les membres de la minorité nationale albanaise qui sont des citoyens loyaux de l'État serbe et la République fédérale de Yougoslavie.

Les données suivantes en témoignent : par suite de la pression séparatiste et terroriste antérieure, sur un total de 1 413 villages au Kosovo et dans la Metohija, 700 villages ont été la cible d'un nettoyage ethnique : les non-Albanais en sont partis, tandis qu'en 1998, les Serbes et les Monténégrins ont été intégralement expulsés de 87 autres villages.

II. INCIDENTS DE FRONTIÈRE

Entre le 1er janvier et le 20 décembre 1998, 122 incidents ont été perpétrés depuis le territoire de la République albanaise contre le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Au cours des deux derniers mois, depuis la signature de l'Accord sur la Mission de vérification au Kosovo le 16 octobre 1998, jusqu'au 20 décembre 1998, on a dénombré 22 incidents de frontière graves.

Ces incidents mettent en jeu des dizaines, des centaines et jusqu'à un millier de terroristes armés tentant de pénétrer dans le territoire yougoslave, ce qui constitue une menace permanente pour l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République fédérale. L'incident du 14 décembre 1998, au cours duquel, en une seule journée, trois groupes de plusieurs centaines de terroristes ont pénétré dans le territoire de la République fédérale de Yougoslavie dans la région du Mont Paštrik, au voisinage du poste de sécurité de Liken entre les bornes frontière D-4 et D-5 est tout à fait caractéristique à cet égard. Après que les terroristes eurent tiré sur les gardes-frontière yougoslaves, ceux-ci ont riposté et ont tué 36 terroristes en uniforme et en ont capturé neuf. Tous ces terroristes portaient des uniformes sur lesquels figuraient l'insigne de la prétendue ALK et des armes de fabrication allemande.

/...

Les membres de la Mission de vérification (KVM) à Prizren ont effectué des vérifications sur le terrain et ont présenté un rapport.

De plus, les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Albanie qui, depuis mars 1998, remettent régulièrement un rapport sur la situation sur le terrain ("rapport sur la surveillance de la frontière du Kosovo") citent des données précises sur les tentatives de franchissement illégal de la frontière vers le territoire de la République fédérale de Yougoslavie de membres des groupes terroristes de la prétendue ALK. Les rapports signalent que les forces de la prétendue ALK, groupées le long de la frontière albano-yougoslave, continuent à provoquer les gardes-frontière yougoslaves.

Les violations armées des frontières de l'État et les provocations émanant du territoire albanais ont été particulièrement fréquentes, à mesure que s'intensifiaient les efforts pour parvenir à un règlement pacifique. Cela montre assez que l'objectif des terroristes est de causer des tensions, de susciter une intervention de l'étranger et de prévenir tout règlement politique.

Des officiers des forces armées albanaises, ainsi que les instructeurs des terroristes provenant de certains pays du Moyen-Orient, de l'Afghanistan, de la Tchétchénie et de la Bosnie-Herzégovine interviennent dans l'armement, le recrutement et l'entraînement des terroristes.

Les autorités albanaises ne font rien pour empêcher ces graves violations de la frontière yougoslave et prévenir les menaces qui pèsent sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie, ce qui est pourtant leur obligation internationale en vertu des résolutions du Conseil de sécurité, mais au contraire encouragent ouvertement et soutiennent le séparatisme et le terrorisme dans le Kosmet, dans le but de créer une prétendue Grande Albanie aux dépens du territoire des États voisins. Il est donc impératif que le Conseil de sécurité condamne sans équivoque ce comportement de l'Albanie et toutes les violations des principes de la Charte des Nations Unies et, sur la base du Chapitre VII de la Charte, prenne immédiatement des mesures concrètes pour faire respecter les obligations résultant des diverses résolutions du Conseil de sécurité^b.

III. VIOLATION DE L'EMBARGO SUR LES ARMES

Depuis l'adoption de la résolution 1160 (1998), le 31 mars 1998, les activités terroristes des extrémistes et séparatistes albanais au Kosovo-Metohija n'ont cessé de s'intensifier, et les infiltrations de groupes armés provenant du territoire de la République d'Albanie ont continué, de même que les livraisons illégales d'armes, de munitions et d'autres matériels militaires.

^b On trouvera une analyse plus détaillée dans le livre blanc sur le terrorisme au Kosovo et dans la Metohija et en Albanie, publié par le Ministère fédéral des affaires étrangères à Belgrade en septembre 1998; cet ouvrage a été distribué à toutes les missions des États Membres, à New York, en septembre 1998.

Pendant cette période, les unités frontalières de l'armée yougoslave ont confisqué les éléments suivants près de la frontière nationale :

Type d'armes	Quantité
Fusils divers	1 098
Pistolets mitrailleurs et mitrailleuses	177
Canons sans recul	7
Mortiers de 60 et de 82 mm	31
Mitrailleuses antiaériennes de 12,7 mm	4
Fusils lance-grenades	68
Armes de poing	31
Armes automatiques	26
Grenades	3 396
Munitions d'infanterie	399 502
Grenades pour fusil lance-grenades	359
Obus de mortier	422
Obus de canon sans recul	76
Explosifs	208,2 kg
Mines antichar	66
Système S-2M de défense antiaérienne	2

En outre, pendant la même période, des membres du Ministère de l'intérieur de la République de Serbie au Kosovo-Metohija ont confisqué (ou on leur a remis volontairement) plus de 10 427 armes de types divers, apportées en contrebande dans le pays par les terroristes albanais, dont :

Type d'armes	Quantité
Canons sans recul	30
Mortiers	59
Fusils lance-grenades	288
Lance-roquettes "Armbrust", "Bazooka" et "Wasp"	22
Fusils, fusils mitrailleurs et mitrailleuses	9 564
Armes de poing	438
Autres armes	26
Grenades	5 769
Obus de canon sans recul	12
Obus de mortier	142
Grenades pour lance-grenades	144
Explosifs	13 kg
Munitions d'infanterie	1 284 180

La majeure partie des armes qui ont été confisquées ou qui sont encore entre les mains des terroristes albanais au Kosovo-Metohija proviennent d'Albanie, où une partie a été acquise par l'intermédiaire des structures officielles et une partie a été volée dans des arsenaux militaires^c.

Une partie non négligeable de l'arsenal des terroristes provient d'autres pays. Des centres, utilisés pour acquérir des armes destinées aux terroristes et pour en organiser le transport, ont été créés en Bosnie-Herzégovine. Ils sont équipés de roquettes antichar de type "Malutka", "Fagot" et "Pin"; de mitrailleuses antiaériennes; de lance-grenades "Bazooka" et "Wasp"; de roquettes; d'obus, etc. Les terroristes ont reçu d'autres pays des armes et du matériel de pointe, par exemple fusils de précision "Zig Sauer" de 7,62 mm fabriqués en Suisse, équipés de munitions à fragmentation interdites par les conventions internationales; fusils de précision SSG-99 de fabrication allemande; mitrailleuse M-16 de fabrication américaine; Brownings de 12,7 mm à tir rapide; mortiers de 64 mm; missiles antichar "Armbrust" de fabrication allemande; dragueurs de mines britanniques; fusils de précision de grand calibre fabriqués aux États-Unis, etc. Le plus souvent, ces armes sont transportées par bateau jusqu'en République d'Albanie, puis acheminées par camion jusqu'aux bases des terroristes dans le nord de l'Albanie, pour être ensuite transportées illégalement au Kosovo-Metohija.

L'organisation terroriste ALK est également en possession de missiles antiaériens "Stinger" et de matériel moderne de communication par satellite.

Selon des informations provenant de la Mission de l'Union de l'Europe occidentale, le dernier cas de confiscation d'armes destinées au Kosovo-Metohija date de la fin du mois d'octobre 1998 : dans le port albanais de Durrës, des

^c Selon le rapport du Secrétaire général, en 1996-1997, plus de 650 000 armes, 1,5 milliard de cartouches ou obus et 20 000 tonnes d'explosifs ont été volés dans des arsenaux militaires en Albanie; environ 200 000 de ces armes ont été apportées en contrebande au Kosovo-Metohija.

conteneurs provenant de Suisse et transportant prétendument de l'aide humanitaire contenaient en réalité des armes destinées aux terroristes de la prétendue ALK. Le navire utilisé pour transporter les armes, le "Raboka", avait un équipage croate et le transport avait été organisé par une organisation non gouvernementale humanitaire suisse.

Le 26 octobre 1998, la police fédérale suisse a arrêté six personnes (quatre originaires de l'ex-Yougoslavie, un Suisse et un national d'un pays arabe non nommé), qui avaient organisé cette expédition d'armes d'une valeur de plusieurs millions de dollars destinée aux terroristes de la prétendue ALK. La police suisse a aussi saisi une grande quantité d'armes, une demi-tonne de munitions et 200 000 francs suisses en espèces.

Le 28 novembre 1998, dans le port de Šibenik, la police croate a saisi 20 conteneurs remplis d'armes dans deux entrepôts et dans un camion immatriculé en Bosnie-Herzégovine. Elle a arrêté trois personnes originaires de Vitez, une de Sarajevo et une de Šibenik, et la police internationale a lancé un mandat de recherche concernant deux personnes de Sarajevo, dont l'une est albanaise. Des armes d'une valeur de plus de 3 millions de deutsche marks devaient être envoyées de Bosnie-Herzégovine à la prétendue ALK au Kosovo-Metohija, en passant par le port albanais de Durres.

À plusieurs reprises, la police italienne a démantelé des filières de contrebande d'armes destinées aux terroristes du Kosovo-Metohija.

La contrebande d'armes au Kosovo-Metohija est directement liée au trafic de drogues et à la criminalité internationale organisée en général (blanchiment d'argent, trafic de personnes et prostitution) ce qu'attestent des déclarations faites par des représentants de gouvernements de nombreux États européens ainsi que des informations provenant d'Interpol, d'Europol et des médias internationaux.

IV. ALBANIE : BASE TERRORISTE EN EUROPE

Le lien direct qu'ont les terroristes de la prétendue ALK avec le terrorisme international organisé est indéniable. Des documents, déclarations et autres informations trouvés en la possession de terroristes pénétrant sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie en témoignent.

Le chaos en Albanie a fait de ce pays le principal centre de la criminalité internationale organisée et du banditisme et la tête de pont du fondamentalisme et du terrorisme islamiques extrémistes qui utilisent la tension au Kosovo-Metohija pour se développer en Europe.

Des camps et des bases établis dans le nord de l'Albanie (Bajram Surri, Tropoje, Krum, Kukes et Peskopeja) sont utilisés pour recruter, armer et entraîner des terroristes qui sont ensuite envoyés au Kosovo-Metohija. L'un des principaux quartiers-généraux des terroristes se trouve à Bajram Surri; il comprend, entre autres, des officiers de l'armée albanaise, ainsi que des instructeurs de Bosnie-Herzégovine de nationalité albanaise, et des instructeurs terroristes provenant du Moyen-Orient et de la région du Golfe. Des centres destinés au recrutement de terroristes et à la collecte de fonds pour le

/...

financement du terrorisme sont opérationnels dans de nombreux pays d'Europe et aux États-Unis, camouflés en organisations humanitaires, culturelles ou autres et en clubs de la diaspora albanaise. Des groupes de terroristes sont envoyés de ces centres dans des centres d'entraînement en Albanie; après y avoir subi un entraînement, ils pénètrent illégalement en République fédérale de Yougoslavie. Il est intéressant de noter aussi à cet égard qu'un groupe d'Albanais du Kosovo-Metohija font leurs études à l'Académie militaire Skenderberg de Tirana.

La Mission de l'OSCE en Albanie reconnaît l'existence de camps, de bases et de cantonnements servant au rassemblement, à l'armement et à l'entraînement des terroristes de la prétendue ALK dans le nord de l'Albanie, au trafic d'armes et à de nombreuses activités criminelles dans le nord de l'Albanie. Dans le rapport qu'elle a établi au sujet de la période allant du 1er au 10 décembre 1998, la Mission a noté que, dans la région de Krum en Albanie, des membres de l'organisation terroriste ALK ont déclaré qu'ils ne mettraient pas fin à leurs activités armées au Kosovo-Metohija. Elle a noté aussi que, dans la région de Krum et de Haz, il y a quatre camps qui servent à l'entraînement des membres de la prétendue ALK et qui possèdent des armes modernes qu'ils échangent entre eux. Le Chef de la Mission, Dan Everts, a déclaré à l'agence Reuters, le 21 décembre 1998, que, dans le nord de l'Albanie, l'organisation illégale ALK préparait activement la guerre au Kosovo-Metohija.

Les médias internationaux affirment que les terroristes de la prétendue ALK profitent du cessez-le-feu pour prendre le contrôle du territoire dont la partie serbe s'est retirée, pour se réarmer et pour terroriser la minorité serbe.

Les diplomates étrangers soulignent publiquement que l'ALK constitue maintenant la principale menace contre la paix et qu'elle a recours aux méthodes les plus brutales contre les Serbes et aussi contre ses concitoyens. Ils affirment que les membres de la soi-disant ALK ont transformé les installations d'une mine de Krum fermée, près de Kukes dans le nord de l'Albanie, pour y entreposer leurs armes et leurs munitions.

Récemment, des organisations étrangères ont signalé la présence à Tirana de cinq terroristes internationaux notoires, qui ont été arrêtés. D'après des informations dignes de foi, certains des terroristes du Moyen-Orient se sont joints au début du mois de décembre aux terroristes de la prétendue ALK pour servir d'instructeurs. Selon d'autres informations, plusieurs moudjahidin terroristes d'Albanie ont été extradés vers l'Égypte pour y être jugés pour crimes terroristes.

Pendant le procès d'un Français en Albanie, il a été établi que le terroriste islamique notoire, Osama bin Laden, se trouvait en Albanie afin de recruter et d'armer des combattants pour la soi-disant ALK. De nombreuses informations ont été publiées concernant les séjours en Albanie de bin Laden et de ses proches associés, leurs contacts avec des personnalités albanaises et avec les terroristes de la soi-disant ALK, et leurs plans communs de propagation du terrorisme au Kosovo-Metohija.

Le site Internet de la CIA contient des informations sur la présence dans les rangs de l'organisation terroriste ALK de mercenaires originaires de l'Albanie, de l'Arabie saoudite, du Yémen, de l'Afghanistan, de la

/...

Bosnie-Herzégovine et de la Croatie, et d'instructeurs originaires du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

V. FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES DE LA SOI-DISANT ALK

Les Albanais du Kosovo-Metohija vivant à l'étranger sont forcés de contribuer 3 % de leurs revenus, le plus souvent en créditant des comptes à l'étranger. Même les faux demandeurs d'asile qui reçoivent des paiements de sécurité sociale des pays d'accueil (Allemagne, Suisse, Autriche, Suède, etc.) sont obligés de faire de tels paiements.

Les activités de la soi-disant ALK sont financées par des appels de fonds, des contributions forcées (versées par environ 800 000 Albanais du Kosovo-Metohija travaillant à l'étranger), le produit du trafic de la drogue auquel se livre la narco-mafia albanaise, la prostitution, le trafic d'armes et d'autres activités criminelles.

Des comptes bancaires destinés à recevoir les contributions au terrorisme au Kosovo-Metohija existent en Suisse, aux États-Unis, en Norvège, en France, en Italie, en Belgique, en Autriche, en Allemagne, en Australie, au Danemark, en Suède, aux Pays-Bas et au Canada, et ils font l'objet de publicité dans les médias et sur Internet.

Les médias internationaux (Time, The New York Times, European, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Focus, Der Spiegel, etc.) donnent des renseignements précis sur les filières utilisées pour le financement du terrorisme au Kosovo-Metohija, les sources de ce financement étant le plus souvent liées à des activités criminelles (drogue, blanchiment de l'argent, prostitution, vente de passeports illégaux, de visas, etc.).

Les fonds rassemblés de cette façon sont utilisés pour acheter des armes et du matériel en vue d'activités terroristes et pour financer des groupes de pression pro-albanais dans les milieux politiques et les médias de pays influents. Des sommes énormes aboutissent dans les comptes privés secrets que les dirigeants du séparatisme et du terrorisme possèdent dans des banques européennes et autres.

VI. RÉSUMÉ

L'escalade des attaques terroristes impudentes et l'usage abusif qui est fait de la réduction des forces de sécurité et de leur retenue, ainsi que du déploiement de la Mission de vérification au Kosovo sont les obstacles principaux à un règlement pacifique du différend par des moyens politiques. L'accueil négatif que les dirigeants de certains des principaux partis politiques albanais ont réservé à l'invitation au dialogue faite par la délégation gouvernementale traduit leur volonté de gagner du temps pour servir les intérêts de ceux qui ont recours au terrorisme et à la violence, qui provoquent des incidents de frontière et qui créent des tensions.

Les approches qui privilégient une communauté nationale ou ethnique particulière, qui encouragent au séparatisme ou qui sont imposées de l'extérieur ne sont pas acceptables.

/...

Le Kosovo-Metohija est une région multiethnique et multiconfessionnelle. Outre les membres de la minorité albanaise, plus de 600 000 citoyens non albanais y vivent : 250 000 Serbes et Monténégrins, 150 000 Romanis, 150 000 Musulmans et plus de 50 000 membres d'autres groupes nationaux. En vue d'éviter toute manipulation des chiffres relatifs aux dimensions et à la composition de la population, un recensement sera organisé dans la province.

Le seul moyen de parvenir à un règlement durable du différend est d'engager un dialogue politique fondé sur le plan-cadre en 11 points soumis par le Gouvernement de la République de Serbie^d. Les représentants de toutes les communautés nationales et ethniques, y compris deux partis politiques albanais, ont accepté l'accord relatif à un cadre politique pour l'autonomie au Kosovo-Metohija, daté du 25 novembre 1998. Ces documents garantissent l'égalité de tous les citoyens, indépendamment de leur origine ethnique et de leur appartenance à un groupe national, le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme et le respect des droits des minorités nationales^e, ainsi que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Serbie et de la République fédérale de Yougoslavie.

La République fédérale de Yougoslavie s'engage :

a) À ce que l'accord relatif à la Mission de vérification au Kosovo (OSCE) continue d'être appliqué strictement et que le mandat de celle-ci soit strictement respecté – ni plus ni moins que ce qui est prévu dans l'accord. Tout arrangement suggéré par des tiers qui pourrait porter atteinte aux intérêts de la République fédérale de Yougoslavie est inacceptable et ne peut être utilisé pour imposer, directement ou indirectement, des obligations à la République fédérale de Yougoslavie;

b) À garantir la sécurité de tous les citoyens du Kosovo-Metohija;

c) À répondre de façon résolue à toutes les attaques terroristes et à éliminer le terrorisme;

d) À protéger sa souveraineté et son intégrité territoriale et à défendre ses frontières;

^d Voir par. 2 de la résolution 1203 (1998) du Conseil de sécurité, datée du 24 octobre 1998.

^e Le 4 décembre 1998, l'Assemblée fédérale de la République fédérale de Yougoslavie a adopté une loi entérinant la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, adoptée par le Conseil de l'Europe.

e) À continuer de coopérer avec les organisations humanitaires internationales au Kosovo-Metohija et à garantir au HCR^f, au CICR, etc. une entière liberté de circulation et d'accès.

Le progrès du processus politique au Kosovo-Metohija dépend essentiellement des éléments ci-après :

a) Condamnation explicite des activités terroristes de la prétendue ALK, celle-ci devant être inscrite sur la liste des organisations terroristes;

b) Les dirigeants de certains partis politiques de la minorité nationale albanaise doivent condamner publiquement le terrorisme et engager sans retard un dialogue politique véritable, sans condition préalable, seul moyen de parvenir à une solution juste et durable;

c) Démantèlement des filières de financement du terrorisme à partir de l'étranger;

d) Fin de tous les contacts avec les terroristes et les représentants de l'organisation terroriste ALK;

e) Fermeture des bureaux de représentation de l'ALK terroriste et surtout de l'organisation fantoche "République du Kosovo" et de leurs centres d'entraînement, en particulier dans les pays de l'Union européenne et en Suisse;

f) Condamnation de la République d'Albanie pour sa politique ouverte d'appui au séparatisme et au terrorisme au Kosovo-Metohija; prévention de l'infiltration de terroristes, de moudjahidin et d'armes en République fédérale de Yougoslavie; fermeture des centres de recrutement, d'entraînement et d'armement de terroristes en Albanie.

^f Lors de son passage en République fédérale de Yougoslavie le 22 décembre 1998, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a jugé positive la coopération entre le Haut Commissariat et la République fédérale de Yougoslavie.